

## Police : l'embrasement d'une institution fragilisée



Peu après la mort de leur collègue Eric Masson, des policiers sécurisent les lieux, à Avignon, le 5 mai. CLEMENT MAHOUDEAU/AFP

**Antoine Albertini**

### Le meurtre d'un policier à Avignon mercredi a cristallisé la colère de la profession, qui appelle à la mobilisation

**I**l suffisait d'une étincelle pour embraser une institution policière encore sous le choc de l'attaque terroriste de Rambouillet (Yvelines), le 23 avril, au cours de laquelle une agente administrative de 49 ans, Stéphanie Monfermé, a été égorgée par un djihadiste tunisien dans le sas de sécurité du commissariat de la ville.

Mercredi 5 mai, en fin d'après-midi, dans une rue du vieil Avignon, cette étincelle a pris la forme de trois coups de feu tirés en direction d'Eric Masson, brigadier de police de 36 ans, mortellement touché au thorax et à l'abdomen alors qu'il s'apprêtait à procéder au contrôle de deux individus suspectés de vendre de la drogue dans la rue Rateau, une zone relativement cossue mais connue pour abriter de nombreux points de deal de la ville.

Les organisations professionnelles de policiers disent aujourd'hui observer « *un temps de recueillement et de dignité* », une position commune décidée à l'issue d'une réunion à huis clos entre les principaux syndicats, jeudi après-midi. Mais elles appellent aussi à rejoindre une marche à Avignon, dimanche 9 mai. Et refusent par ailleurs de participer à la reprise du Beauvau de la sécurité le 17 mai.

Si l'auteur des coups de feu et un complice ont pu prendre la fuite après avoir essuyé des tirs de riposte de la part des collègues de la victime, une jeune femme a été interpellée par la police judiciaire et placée en garde à vue. Présentée comme une cliente du dealleur, elle aurait assisté à la fusillade qui a coûté la vie au policier, membre de la brigade d'intervention de la compagnie de sécurité interdépartementale du Vaucluse-Gard et père de deux fillettes de 5 et 7 ans.

### « Mort en héros »

L'affaire provoque une véritable onde de choc, une de plus, au sein de l'institution et porte à un point d'incandescence la sourde colère qui saisit la profession alors que l'exécutif a d'ores et déjà imposé la lutte contre l'insécurité comme l'un des thèmes principaux de la campagne pour l'élection présidentielle de 2022.

Mercredi soir, devant le commissariat d'Avignon où il s'était déplacé en compagnie du directeur général de la police nationale, Frédéric Veaux, et du directeur central de la sécurité publique, Jean-Marie Salanova, le ministre de l'intérieur a beau avoir donné à ses déclarations des tournures belliqueuses, évoquant « *une guerre* » menée contre le trafic de drogue et saluant la mémoire du policier tué comme celle d'un « *soldat (...) mort en héros* », ce vocabulaire a davantage enflammé les esprits qu'il n'a contribué à les apaiser.

« *Je ne vois pas ce qu'il y a d'héroïque à se faire abattre comme un chien dans une rue d'Avignon* », s'est ainsi emporté Yann Bastière, délégué national chargé de l'investigation du syndicat Unité-SGP, récusant la terminologie employée par Gérald Darmanin pour réaffirmer le statut et les missions la police, une « *force de sécurité civile* » destinée à « *protéger les citoyens* ».

## Kalachnikov et fusils d'assaut

Loin de ces querelles lexicales, la plupart des organisations professionnelles de policiers reconnaissent subir une pression grandissante de leur base et, plus largement, de « *tous les flics de terrain* », selon les termes d'un responsable syndical. « *Je ne sais même plus quoi leur répondre*, admet ce dernier, *et tout le monde en a marre de ces politiques qui font semblant de découvrir, à chaque drame, une situation que nous dénonçons depuis des années : une réponse pénale trop timide en cas d'atteintes aux policiers, aux gendarmes, aux pompiers.* »

Confrontée à un énième mouvement d'humeur, la Place Beauvau s'emploie désormais à déminer ce qu'un commissaire de police de la région parisienne n'hésitait pas à qualifier, quelques heures après la mort du policier à Avignon, « *de situation éruptive dont on ne sait pas comment elle finira* ». Dès jeudi matin, Gérald Darmanin a ainsi organisé en urgence une visioconférence avec les responsables des principaux syndicats. « *Il ne peut pas faire l'impasse*, analyse un participant à la réunion. *Vu les taux de participation record des policiers aux élections professionnelles, les syndicats représentent son seul levier pour tenter de canaliser la colère actuelle.* »

La fusillade d'Avignon pose aussi, en des termes particulièrement aigus, la question de la course à l'armement des trafiquants, une tendance qui inquiète sérieusement les services spécialisés comme les effectifs en tenue, appelés à intervenir de plus en plus fréquemment sur des points de deal au nom de la stratégie de harcèlement lancée par le ministère de l'intérieur et appuyée par l'Elysée.

« *L'auteur des coups de feu n'a pas hésité à allumer notre collègue directement, sans préavis, pour un simple contrôle* », affirme un officier de police judiciaire, selon lequel il n'est plus rare de découvrir des armes à feu sur des points de deal tenus par de simples « *charbonneurs* », les petites mains du trafic – une tendance observée depuis plusieurs années.

Le 16 avril, dans la même ville d'Avignon où le policier a été tué, une opération baptisée « *Coca84* » s'est ainsi soldée par la saisie de 10 kg de cannabis et de faibles quantités d'héroïne, de cocaïne et d'ecstasy mais, surtout, de 37 armes – des fusils de chasse, pour l'essentiel – et de nombreuses munitions de divers calibres.

Début février, des fusils d'assaut, une carabine de précision, des explosifs et des pistolets-mitrailleurs avaient été découverts par l'Office antistupéfiants (Ofast) dans un pavillon du Val-de-Marne utilisé comme base d'approvisionnement en drogues et en armes par des trafiquants de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), haut lieu du trafic de stupéfiants en région parisienne.

Au mois d'octobre 2020, comme l'a révélé *Le Parisien*, deux jeunes gens âgés de 21 et 22 ans avaient été interpellés près de la frontière belge en possession de quatre kalachnikovs, d'un pistolet automatique et de plus d'une centaine de munitions, des armes vraisemblablement destinées à équiper des dealers de drogue opérant à Melun.

## « Appétit » pour la statistique

L'assassinat du brigadier Masson interroge également la pertinence de la stratégie de harcèlement systématique des dealers mise en œuvre par le ministère de l'intérieur. Les faits d'Avignon se sont produits alors que trois équipages de police, de retour d'une mission d'appui judiciaire à l'occasion d'une opération antidrogue, ont été détournés de leur destination – le commissariat de la ville – pour mettre un terme à un « *attroupement* » de « *perturbateurs* » signalé par des riverains. « *Ils n'avaient rien à faire à ce moment-là, à cet endroit-là, pour ce motif-là, sauf à satisfaire l'appétit de la hiérarchie pour la statistique* », estime une source policière sous couvert d'anonymat.

Une manifestation est prévue sur tout le territoire national, mercredi 19 mai. La date n'a pas été choisie au hasard. Non seulement le couvre-feu sera repoussé à 21 heures à compter de ce jour mais il marque aussi la réouverture des commerces non essentiels et l'autorisation des rassemblements de plus de dix personnes. Le premier acte du déconfinement sera peut-être, aussi, celui d'une démonstration de force de la profession. « *Avec un impératif*, souligne Patrice Ribeiro, secrétaire nationale de Synergie-Officiers, *éviter toute instrumentalisation, toute récupération politique d'une véritable tragédie.* »